



Arrêté n°2022-DCL-BENV-490
portant mise en demeure à l'encontre de la société Atlantic Industrie, pour les installations
qu'elle exploite rue Monge, à La Roche-sur-Yon
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

VU l'arrêté n°12-DRCTAJ/1-176 du 7 février 2012 autorisant les installations exploitées par la société Atlantic Industrie, rue Monge à La Roche-sur-Yon, notamment ses articles 7.2.7.2, 7.5.2 et 7.5.6 ;

VU l'arrêté n°14-DRCTAJ/1-5 du 7 janvier 2014 fixant des prescriptions complémentaires à la société Atlantic Industrie, pour les installations qu'elle exploite rue Monge à La Roche-sur-Yon ;

VU l'arrêté n°21-DRCTAJ/1-698 du 27 décembre 2021 fixant des prescriptions complémentaires à la société Atlantic Industrie, pour les installations qu'elle exploite rue Monge à La Roche-sur-Yon ;

VU la mise à jour du volume d'eau à confiner en cas d'incendie, réalisé par la société Atlantic Industrie le 14 juin 2021, selon la méthode du guide technique D9A ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 28 mars 2022 ;

VU le courrier du 28 mars 2022, transmettant le projet d'arrêté à l'exploitant, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 15 avril 2022 ;

Considérant que le volume d'eaux polluées à confiner en application de l'article 7.5.6 de l'arrêté du 7 février 2012 susvisé, déterminé par l'exploitant selon une méthode reconnue, atteint 2166 m³ ;

Considérant que lors de la visite en date du 8 mars 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :

- l'exploitant ne tient pas de carnet de bord foudre, ce qui constitue un écart à l'article 7.2.7.2 de l'arrêté du 7 février 2012 susvisé ;
- l'exploitant ne tient pas de registre de suivi des moyens d'intervention en cas d'incendie, ce qui constitue un écart à l'article 7.5.2 de l'arrêté du 7 février 2012 susvisé ;
- le site ne dispose d'aucun moyen de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie du bâtiment abritant les installations de traitements de surfaces, ce qui constitue un écart à l'article 7.5.6 de l'arrêté du 7 février 2012 susvisé ;

Considérant que l'exploitant, dans son courrier du 15 avril 2022, a justifié de la mise en conformité de ses installations en ce qui concerne l'absence de carnet de bord foudre et de registre de suivi des moyens d'intervention en cas d'incendie ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Atlantic Industrie de respecter les dispositions de l'article 7.5.6 de l'arrêté du 7 février 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1. Mise en demeure

La société Atlantic Industrie, dont le siège social est situé rue Monge – 85000 La Roche-sur-Yon, pour ses installations situées à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans un délai maximal de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.5.6 de l'arrêté du 7 février 2012 susvisé, rédigées comme suit :

« L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie et issues du bâtiment de traitement de surface, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent, Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Si ce bassin est collectif, l'exploitant dispose de l'accord d'utilisation de ce bassin de la part de son gestionnaire. »

Article 2. Justificatifs

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un descriptif précis des mesures prévues pour respecter les dispositions de l'article 1.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les bons de commandes signés, correspondant aux travaux et aménagements nécessaires pour respecter les dispositions de l'article 1.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions de l'article 1.

Article 3. Dispositions pénales

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par cet article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La Roche-sur-Yon et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture (bureau environnement – section installations classées).

Article 4.3. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société Atlantic Industrie, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **04 MAI 2022**

Le préfet,

Pour le Préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée
Anne TAGAND



